



CHAIRE CONDITION AUTOCHTONE
Chaire de recherche du Canada sur la condition autochtone comparée

Les réseaux d'approvisionnement alimentaire des ménages de l'Arctique nord-américain

**Gérard Duhaime
Rémy Auclair
Nick Bernard
Dominic St-Pierre
Heather Myers
Klaus Georg Hansen**

La **Chaire de recherche du Canada sur la condition autochtone comparée** est affiliée au Centre interuniversitaire d'études et de recherches autochtones (CIÉRA) et à la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval.

Le présent document a été publié initialement dans la collection **Recherche** du Groupe d'études inuit et circumpolaires (GÉTIC) de l'Université Laval.

Adresse postale:

Chaire de recherche du Canada sur la condition autochtone comparée

Centre interuniversitaire d'études et de recherches autochtones

Pavillon Charles-De Koninck

Université Laval

Québec, QC

Canada G1K 7P4

Téléphone: (418) 656-7596

Télécopieur: (418) 656-3023

ciera@ciera.ulaval.ca

© Gérard DUHAIME, Rémy AUCLAIR, Nick BERNARD, Dominic ST-PIERRE, Heather MYERS
et Klaus Georg HANSEN 2003

ISBN : 2-921438-54-2

Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec, 1^{er} trimestre 2003
Bibliothèque nationale du Canada, 1^{er} trimestre 2003

**LES RESEAUX
D'APPROVISIONNEMENT ALIMENTAIRE
DES MENAGES DE L'ARCTIQUE NORD-AMERICAIN¹**

Gérard Duhaime
Rémy Auclair
Nick Bernard
Dominic St-Pierre
Heather Myers
Klaus Georg Hansen

¹ Cette recherche a été financée par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada. Les auteurs peuvent être rejoints à Gérard.Duhaime@fss.ulaval.ca

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	
Méthodologie.....	
Plan de l'échantillonnage	
Élaboration du questionnaire.....	
Définitions des concepts	
Démarche méthodologique	
Association statistique	
Test d'association du khi-carré.....	
Mesure d'association	
Analyse des données.....	
Le don.....	
Don, situation financière, scolarité et monoparentalité	
Réseaux, durée de résidence et monoparentalité	
Conclusion.....	
Bibliographie	
Annexe I Tableaux complémentaires	
Annexe II Protocole de recherche.....	

LISTE DES TABLEAUX

Tableau I	Caractéristiques socio-économiques de l'échantillon.....
Tableau II	Mentions de transactions effectuées par les ménages, selon le type de transaction opéré et la région.....
Tableau III	Distribution des mentions de transactions effectuées au moins une fois par les ménages, selon la région et le type opéré.....
Tableau IV	Distribution des mentions de transactions, selon la taille démographique des villages et le type de transaction opéré.....
Tableau V	Distribution des mentions de transactions, selon le réseau emprunté et le type de Transaction opéré.....
Tableau VI	Distribution des mentions de transactions, selon l'objet transigé et le type de transaction opéré.....
Tableau VII	Distribution des mentions de transactions, selon l'occupation et le type de transaction opéré.....
Tableau VIII	Distribution des mentions de transactions, selon le revenu d'emploi actuel du ménage et le type de transaction opéré.....
Tableau IX	Distribution des mentions de transactions, selon le nombre d'années de scolarité et le type de transaction opéré.....
Tableau X	Distribution des mentions de transactions, selon la monoparentalité et le type de transaction opéré.....
Tableau XI	Mentions de transactions, selon la durée de résidence et par type de réseau emprunté....
Tableau XII	Mentions de transactions, par monoparentalité et par type de réseau emprunté

Introduction

Le présent article est basé sur les données d'une enquête intitulée *Household Food Supply Networks in the Circumpolar Arctic* qui dresse un portrait des réseaux d'approvisionnement alimentaire des ménages inuit situés dans certaines régions de l'Arctique canadien et du Groenland. Cette enquête tient compte non seulement des réseaux formels ou coutumiers, généralement bien documentés, mais également des réseaux formels d'approvisionnement, le marché et l'État.

Dans les réseaux informels, la nourriture provient d'activités d'autoproduction et circule ensuite entre les individus et les ménages par l'intermédiaire d'échanges réciprocaires comme le don et le partage. Selon les chercheurs s'intéressant à ces réseaux dans l'Arctique, le don d'objets traditionnels serait encore effectif, mais ils précisent rarement l'ampleur de ce phénomène. Cet article tente de lever cette interrogation; nous vérifierons l'ampleur relative du don dans le processus d'approvisionnement alimentaire, tout comme le recours aux autres type de transactions. Nous verrons également qu'il n'y a pas que les seuls objets traditionnels qui circulent par le don.

Méthodologie

Plan de l'échantillonnage

L'enquête s'est déroulée dans quatre régions inuit de l'Arctique : le Nunavik, le Nunavut, le Labrador et le Groenland. Dans chacune de ces régions, deux types de villages ont été sélectionnés, un de grande taille correspondant à un centre régional important, et un autre de petite taille dont l'activité est moins importante. Ces deux types de villages présentent des caractéristiques socio-économiques distinctes, par exemple au niveau de l'emploi. L'intérêt de choisir les villages en fonction de ces deux catégories répond à la considération suivante : puisque ces deux types de villages ont des caractéristiques socio-économiques distinctes, ils doivent avoir par conséquent des réseaux d'approvisionnement qui sont eux aussi différents.

L'échantillon de cette enquête est de type probabiliste. Il permet l'emploi de tests statistiques en vue de déterminer s'il est possible de généraliser avec confiance à l'ensemble de la population une relation découverte dans l'échantillon. Dans chacun des villages, un échantillon aléatoire a été construit à l'aide d'une liste mise des unités d'habitation de chaque

village. Toutes les unités reçoivent un numéro de 1 à N. Statistiquement, une telle technique d'échantillonnage signifie que chaque individu a une chance connue, égale et non nulle d'être choisi. Dans chaque village, un minimum de 40 ménages devaient être interviewés ; le maximum souhaité était de 80. Afin de prendre contact avec les participants des ménages choisis, l'interviewer, ou le cas échéant son interprète, téléphonait et demandait à rencontrer la personne adulte qui s'occupe généralement de la nourriture au sein du ménage, ou le chef du ménage. S'il n'avait pas de réponse, ou lorsque qu'elle refusait de répondre au questionnaire, l'interviewer passait alors au logement suivant sur sa liste. Cependant, un rappel était fait le lendemain auprès de ceux qui n'avaient pas répondu au premier appel.

L'échantillon est constitué de 324 ménages : 82 pour le Nunavik, 81 pour le Nunavut, 82 pour le Labrador et 79 pour le Groenland. Cette dernière région se situe en deçà du seuil attendu des 80 ménages, essentiellement parce que nous avons dû retrancher 6 questionnaires dont le répondant était constitué d'un couple et dont il était impossible de savoir à quels partenaires – homme ou femme – correspondaient les réponses données aux questions portant sur des variables socio-économiques. Le tableau I donne un portrait exhaustif des caractéristiques socio-économiques de l'échantillon.

Élaboration du questionnaire

L'étude s'intéresse à trois types d'échange : le don, le prêt et l'achat. Chaque participant était interrogé sur ses comportements d'échange posés pour des fins d'approvisionnement alimentaire au cours des sept derniers jours à compter du moment où il était interrogé.

Le questionnaire est divisé en deux parties. La première partie porte sur des variables socio-économiques et comporte 9 questions (âge, sexe, nombre d'années de scolarité, occupation, revenu, appartenance, nombre de personnes dans le ménage, monoparentalité, durée de résidence). La seconde partie est divisée en trois blocs et comporte 21 questions: la nourriture sauvage, la nourriture commerciale et l'usage d'équipement et d'argent pour combler les besoins alimentaires. Les deux premiers blocs portent sur trois types de transactions : le don, le prêt et l'achat. Nous demandons aux membres du ménage « à qui » ils ont donné, vendu ou prêté de la nourriture (questions #10, #11, #12, #16, #17, #18) et « de qui » ils ont reçu, acheté ou emprunté de la nourriture (questions #13, #14, #15, #19, #20, #21). Le dernier bloc porte sur les usages

d'équipements et d'argent pour des fins alimentaires. Dans ce dernier bloc, les questions sont également divisées entre nourriture sauvage et nourriture commerciale. Il a été demandé aux membres du ménage « à qui » ils ont donné ou prêté de l'argent ou de l'équipement (questions #22, #23, #24, #25, #26, #27) ; et « de qui » ils ont reçu ou emprunté de l'argent ou de l'équipement (questions #27, #28, #29, #30, #31).

13 choix de réponse sont proposés : 1) membre de la famille vivant dans la communauté, 2) membre de la famille vivant dans une autre communauté, 3) membre de la famille vivant à l'extérieur de la région, 4) amis, 5) personne du voisinage ou visiteur (excepté les amis), 6) association (non-gouvernementale), 7) gouvernement, 8) magasin dans la communauté, 9) magasin d'une autre communauté, 10) magasin à l'extérieur de la région, 11) je ne sais pas, 12) je ne veux pas répondre, 13) cela ne s'applique pas à notre situation.

Définitions des concepts

Le don est un acte personnel et individuel (Godelier, 1996). Marcel Mauss, dans son *Essai sur le don*, décrivait le don comme étant un enchaînement de trois obligations : le donner, le rendre et le recevoir. Donner instaure un double rapport entre le donateur et le donataire. Il instaure d'une part, un rapport de solidarité entre les deux parties, car le donateur donne ce qu'il a avec le donataire et d'autre part, donner instaure un rapport de supériorité, car le donataire est en situation de dette envers son donateur. Il s'acquittera de cette dette quand il rendra au donateur la chose, sous une forme ou sous une autre. Dans la mesure où l'action de rendre a lieu généralement dans une période de temps indéterminée, d'où la difficulté pour un observateur extérieur de repérer la chose rendue, nous nous sommes seulement arrêtés au double enchaînement donner-recevoir.

Le prêt est constitué de deux parties, un prêteur et un emprunteur. Alors que dans le don l'objet est donné une fois pour toutes, l'objet prêté doit être retourné ou son équivalent tel que convenu par les deux parties. Cela signifie que le prêteur s'attend à ce que l'objet qu'il a prêté lui revienne sous la même forme qu'il était au moment du prêt ou selon les termes qu'il a convenu avec l'emprunteur.

L'achat est aussi constitué d'une double partie, un vendeur et un acheteur, mais il se distingue des deux autres types de transaction dans la mesure où il est au cœur de la logique marchande. L'achat, dans la présente étude, peut prendre une double configuration : la

première est qualifiée de formelle puisqu'elle est réglementée par un système juridique ; la monnaie représente à la fois la mesure et le moyen d'échange entre les deux parties contractées. La deuxième configuration est aussi réalisée à travers la monnaie, mais elle revêt plutôt un aspect informel puisque sous cet aspect les deux parties impliquées laissent de côté l'encadrement juridique de la transaction et s'entendent elles-mêmes sur les termes de la transaction. La différence fondamentale entre ces deux configurations est que la première est prise en compte par la fiscalité nationale ou internationale¹, dans la mesure où elle se déroule via un commerce, alors que la seconde lui échappe complètement.

Ces trois types de transaction peuvent se dérouler sur l'un ou l'autre des trois réseaux d'échange suivant : le réseau coutumier, le réseau gouvernemental et le réseau marchand. Le réseau coutumier (on l'appellera aussi réseau de solidarité première) recoupe les transactions qui transitent par la famille proche ou étendue, par les amis, le voisinage et par les associations de particuliers (association de bénévoles et d'entraide); il est généralement associé à l'économie informelle. Le réseau gouvernemental peut prendre diverses formes et modalités : par exemple au Nunavik, l'État subventionne les coûts (essence, munitions, embarcation, etc.) reliés à la chasse et la pêche pour les Inuit inscrits au programme d'aide aux chasseurs. Le réseau marchand regroupe les transactions qui se déroulent au sein des commerces de détails.

Démarche méthodologique

Dans cette section, il s'agit de présenter la méthode que nous utiliserons afin de vérifier les hypothèses précédentes. Pour ce faire, nous utiliserons les techniques d'analyses « bivariées » qu'on appelle aussi parfois « analyse interclasse » ou « analyse de tableaux croisés » et qui consistent à vérifier l'existence d'une association statistique entre les valeurs de deux variables. Nous ferons ensuite l'hypothèse qu'une variable indépendante, celle qui produit l'effet, affecte une autre variable dite dépendante, celle qui subit l'effet. Pour les fins de cet exercice, nous nous attarderons à deux autres types de questionnement : premièrement, nous vérifierons si l'association en question est généralisable, c'est-à-dire dans quelle mesure les conclusions tirées à partir de l'échantillon s'appliquent-elles à toute la population d'où provient l'échantillon ; ensuite, nous procéderons à la mesure

¹ On dit aussi hors contrôle des États et des instances officielles de régulation nationales ou internationales.

proprement dite de cette association, c'est-à-dire s'il s'agit d'une association forte ou d'une association faible. Le lecteur pour qui ce rappel méthodologique s'avère superflu pourra, sans dommage pour la compréhension ultérieure, passer directement à la section suivante.

Association statistique

Pour vérifier s'il y a une relation entre deux variables dans un tableau bivarié, nous devons, dans un premier temps, comparer les pourcentages entre les catégories de la variable indépendante pour souligner les différences qui existent entre elles. Si nous observons de telles différences entre les pourcentages des catégories, nous pouvons alors conclure que la variable indépendante est associée à la variable dépendante. Et plus grandes seront les différences en points de pourcentage entre les catégories de la variable indépendante, plus forte sera la relation entre les variables. Par exemple, une association statistique entre les variables « types de transactions » et « niveau d'instruction » signifie qu'il existe un rapport entre ces deux variables.

Test d'association du khi-carré

Deuxièmement, pour déterminer si cette relation découverte dans l'échantillon n'est pas le simple effet du hasard d'une part (on dit alors que la relation est statistiquement significative), et si elle est généralisable à l'ensemble de la population d'autre part (on dit alors que notre échantillon est représentatif de la population), nous utiliserons le test statistique du khi-carré (on prononce « ki-deux », représenté par la lettre grecque χ^2) dont nous présenterons maintenant les grandes lignes de son fonctionnement. Nous avons choisi ce test d'une part, parce qu'il a l'avantage d'être simple, ce qui permet à tous les néophytes de la statistique de l'utiliser sans se perdre dans diverses considérations théoriques et d'autre part, en raison du type de variable que nous utilisons. Les variables utilisées sont essentiellement nominales, il est donc impossible de les ordonner ni de les quantifier, ce qui limite notre analyse au test d'association du khi-carré.

Ce test d'association fonctionne selon la logique d'un test d'hypothèse. Dans un premier temps, il s'agit de formuler une hypothèse dite nulle (notée H_0) qui nie toute association statistique entre les variables étudiées, et une hypothèse dite alternative (notée H_1) qui stipule une telle relation et qui sera acceptée dans le cas où l'hypothèse nulle est rejetée. Dans un deuxième temps, nous procédons au calcul de la valeur d'échantillonnage du khi-carré, calculée à partir des données du tableau

bivarié à l'étude. Un khi-carré dont la valeur d'échantillonnage est 0 signifie que les deux variables à l'étude ne sont pas associées.

Une fois cette valeur d'échantillon calculée, nous déterminons le seuil de signification statistique ou degré de signification du test, correspondant à la probabilité d'erreur que nous sommes prêts à assumer pour le rejet de l'hypothèse nulle. En sciences sociales, cette probabilité est généralement fixée à 0,05 ou dit autrement à 5%. Ensuite nous calculons *le degré de liberté* du tableau bivarié analysé d'après la formule suivante : $dl = (r-1)(c-1)$ où r correspond au nombre de rangées du tableau et c au nombre de colonnes. Par exemple dans un tableau 3 par 3, le degré de liberté est égal à 4.

Nous pouvons maintenant déterminer la valeur de la distribution d'échantillonnage du khi-carré correspondant au seuil de signification statistique que nous avons choisi. Nous disposons de cette valeur théorique dans la table de Pearson, que nous retrouvons à l'intersection du seuil de signification choisi et du nombre de degré de liberté du tableau que nous avons calculé. On compare ensuite les deux valeurs de khi-carré et on rejette l'hypothèse nulle si la valeur d'échantillon du khi-carré est supérieure à la valeur théorique ou critique. Dans le cas où nous rejetons l'hypothèse nulle, ce qui signifie que la relation trouvée est généralisable à l'ensemble de la population, nous disons alors que la relation est statistiquement significative.

Mesure d'association

Une fois que nous avons statué sur l'existence d'une relation, l'analyse est poursuivie au niveau de sa signification et de son importance. Par exemple, si 52% des francophones votaient pour un parti A et si seulement 50% des anglophones votaient pour ce même parti, il y aurait théoriquement une association entre l'intention de vote et la langue maternelle et un échantillon suffisamment grand donnerait une valeur de khi-carré supérieure à la valeur critique. Toutefois, cette association ne serait pas significative, car elle serait trop faible. Le test du khi-carré ne permet pas de se prononcer sur l'importance d'une relation, à savoir si elle est forte ou faible : il indique simplement si l'association existe. Pour mesurer l'intensité de la relation, nous allons effectuer une mesure d'association. Par convention, pour les variables nominales, les mesures d'association varient entre 0 et 1. Nous utiliserons l'indice du V de Cramer d'une part parce qu'il est basé sur le khi-carré et d'autre part, parce qu'il

est certainement la meilleure façon de calculer une mesure d'association propre aux variables nominales. En effet, il s'ajuste au nombre de lignes et de colonnes de sorte que sa limite supérieure n'est pas tributaire des dimensions du tableau, comme c'est le cas par exemple avec le coefficient de contingence de Pearson plus communément appelé le C. Une autre caractéristique très intéressante du V de Cramer est qu'il est une mesure symétrique d'association ce qui signifie que sa valeur calculée reste la même quelles que soient les variables que nous choisissons de considérer comme indépendantes ou dépendantes. Étant donné que le calcul du V de Cramer est basé sur le khi-carré, le test de signification statistique du khi-carré, pour un tableau de fréquences, s'applique donc aussi à cette mesure d'association. Si pour un tableau le test de signification du khi-carré est statistiquement significatif, alors la mesure du V de Cramer qui repose sur le khi-carré l'est forcément aussi.

Ces précisions méthodologiques étant faites, nous pouvons maintenant passer à l'analyse des données.

Analyse des données

Le don

Le dénombrement des questionnaires nous a permis de relever un total de 1797 mentions de transactions opérées par l'ensemble des ménages participants à l'étude. Précisons encore une fois qu'il ne s'agit pas de 1797 « transactions » effectuées par les ménages mais bien de 1797 *mentions de transactions*. L'objectif de l'enquête n'était pas de rendre compte de la fréquence des transactions effectuées par les ménages au cours d'une semaine, ce qui aurait demandé une approche méthodologique différente, mais de rendre compte du recours – ou de l'absence de recours – à ces types de transactions donnés. Ainsi les 1797 mentions de transactions dénombrées dans le tableau II représentent un nombre vraisemblablement supérieur de transactions effectuées par les ménages, puisque chaque mention peut recouvrir plus d'une transactions d'un type donné ayant cours durant une période de référence.

Avec ces 1797 mentions de transactions et les 324 ménages constituant l'échantillon, nous savons donc corrélativement qu'il y a eu 5,5 mentions de transactions en moyenne effectuées par ménage pendant la semaine précédant l'enquête, en vue d'un approvisionnement alimentaire.

L'objet de ces divers types de transactions ne porte pas toujours directement sur de la nourriture, mais ils sont

toujours opérés par les ménages dans l'optique d'un approvisionnement alimentaire. Par exemple, il a été demandé aux ménages « à qui » ils ont *emprunté de l'argent* pour s'acheter de la nourriture importée ou encore « à qui » ils ont emprunté un véhicule pour aller faire des achats. Ces dernières transactions ne portent pas directement sur de la nourriture, mais elles sont toutefois effectuées dans l'objectif d'un approvisionnement alimentaire.

Les premiers contacts avec les Européens et plus tard, vers la fin de la Seconde Guerre Mondiale, la montée des interventions des États du Sud eurent des incidences directes sur la structure sociale des sociétés inuit (Simard *et al.*, 1996 ; Dorais, 1996 ; Duhaime, 1989 ; Marquardt et Caulfield, 1996 ; Nuttall, 1994). Malgré les changements que provoquèrent ces rencontres avec le monde des Blancs, plusieurs éléments de l'organisation traditionnelle ont su persister. Le tableau II présente l'importance de l'un de ces éléments, soit le don comme moyen d'échange de biens alimentaires. Un aspect très significatif de ce tableau est l'importance des mentions de transactions reliées à ce moyen d'échange comparativement aux deux autres types de transactions opérés par les ménages ; parmi les 1797 mentions de transactions, 59,1% sont directement reliées au don, alors que 15,9% du nombre total de mentions de transactions sont reliées au prêt et 24,9% se réfèrent à l'achat.

Une autre caractéristique des données apparaît lorsque nous calculons le nombre de ménages ayant effectué distinctement l'un des trois types de transaction (tableau III). Sur les 324 ménages qui ont été interrogés pour les fins de cette enquête, la distribution des réponses est la suivante : 299 ménages ont donné ou reçu, 165 ont fait un prêt et 277 ont acheté, dans les trois cas pour des fins d'approvisionnement alimentaires. Cela signifie que, tous objets confondus, 92,3% des ménages ont fait un don au cours des sept jours précédant l'enquête, 85,5% ont quant à eux acheté et 50,9% des ménages ont effectué un prêt, toujours dans l'optique d'un approvisionnement alimentaire.

Comme l'indiquent les fréquences des mentions de transactions du tableau II, le don est un type d'échange qui est largement répandu au sein de l'Arctique nord-américain pour des fins d'approvisionnement alimentaires des ménages. Toutefois, et en considérant les limites de nos données, ce type de comportement ne semble pas avoir le même poids partout, c'est du moins ce que nous révèlent les données du tableau II. Il y a plus de mentions de transactions reliées au don au Nunavik que dans toutes les autres régions. D'ailleurs, le Nunavik et le Groenland sont les seules régions où la

totalité des ménages ont mentionné avoir donné ou reçu pour des fins d'approvisionnement alimentaires au cours des sept derniers jours précédant l'enquête. Pour ce qui est des autres, 77 ménages ont répondu avoir effectué un don au cours d'une semaine au Nunavut et 62 ménages au Labrador. Donc, au Nunavik, il s'est opéré en moyenne 4,9 mentions de transactions reliées au don au cours de la semaine précédant l'enquête, alors qu'en moyenne il s'en est opéré 3,4, 2,6 et 3,1 au Nunavut, au Labrador et au Groenland. Toutefois, dans toutes les régions, le nombre moyen de mentions de transaction par ménage attribué au don est supérieur au prêt et à l'achat (tableau 2.1 en annexe).

L'héritage peut-il être suffisant pour expliquer cette importance du don comme moyen d'approvisionnement alimentaire des ménages ? Le partage de la nourriture est l'un des éléments fondamentaux de la culture inuit (Oakes et Riewe, 1997). Certes, l'échange réciproque de nourriture du pays est toujours effectif chez les Inuit, mais son principe de régulation ne semble plus reposer sur des règles strictes et absolues : aujourd'hui, les Inuit donnent à des gens qui en ont besoin ou à ceux qui leur en font la demande. Cependant, il n'est pas obligatoire qu'un individu soit privé de nourriture du pays pour qu'il en reçoive. Des chasseurs pour qui la chasse a été fructueuse, font diffuser un message sur les ondes de la radio locale à l'intention des personnes qui désirent se procurer du gibier. Dans ce cas, l'échange réciproque ne répond plus seulement à des liens de parenté, mais il est aussi répandu à l'ensemble de la communauté et même au-delà. Le don permet aussi aux ménages de s'approvisionner en nourriture importée. Toutefois, le partage de ces denrées importées se déroule quasi exclusivement à l'intérieur de la maisonnée et elles ne dépassent rarement ses frontières (Lévesque, 1991 : 21 ; St-Pierre, 2001). Généralement, il peut avoir don de nourriture importée lorsqu'une personne en fait la demande, alors que la nourriture du pays est partagée de façon assez spontanée (St-Pierre, 2001). Les demandeurs recherchent alors des produits de base tels de la farine, du sucre, du thé. En somme, tout se passe comme si l'échange de nourriture produite localement et, dans une moindre mesure, la nourriture produite industriellement, sont des normes de comportement largement acceptées et mises en pratique, tantôt transcendant les frontières de la communauté, tantôt confinées à l'intérieur des frontières de la maisonnée.

Il est bien possible de voir dans cette pratique qu'est l'échange réciproque de nourriture, une des principales caractéristiques de la situation actuelle de la société inuit. Mais une fois cette pratique circonscrite, on ne sait rien de plus à son sujet ; elle apparaît alors reproduite et reconduite par la tradition parce qu'elle est

stricto sensu une tradition. Voilà un raisonnement tautologique, dont la capacité heuristique est réduite à néant. Ce que nous soutenons, c'est que cette pratique répond à un besoin ressenti par les Inuit. Comme le signale Godelier :

« Les choses ne se déplacent [...] pas par elles-mêmes, elles sont toujours mises en mouvement par la volonté des hommes, mais cette volonté est elle-même animée par des forces sous-jacentes, des nécessités involontaires, impersonnelles, qui agissent en permanence sur les individus, sur ceux qui prennent des décisions comme sur ceux qui les subissent, parce que à travers les actions des individus et des groupes ce sont des rapports sociaux qui se reproduisent et se réenchaînent, c'est la société tout entière qui se re-crée et elle le fait quels que soient la forme et le degré de conscience que les acteurs ont, individuellement et/ou collectivement, de ces nécessités (Godelier, 1996 : 142).

Si des gens donnent et d'autres reçoivent de la nourriture, c'est parce que cette pratique répond à une fonction sociale, plus précisément une fonction économique. Sous le couvert de la tradition, l'échange réciproque apparaît comme une nécessité, un choix rationnel pour les ménages inuit ; naguère, il y avait des situations où les Inuit ne partageaient pas ou partageaient peu, et d'autres situations où le partage paraît inévitable et même nécessaire à leur survie. D'ailleurs, la littérature ethnographique qui concerne l'ensemble de la région circumpolaire est assez explicite à ce sujet. Selon Saladin d'Anglure :

« le partage communautaire correspond à une situation bien particulière du groupe, celle de pénurie. Il n'avait pas de raison d'être en période d'abondance. Et pendant les famines l'instinct individuel de conservation l'emportait sur tous les liens de solidarité, même familiale [...]. Dans la mesure où les famines étaient occasionnelles et les périodes d'abondances rares, l'économie de pénurie [...] prévalait chez les Kangirsijuaamiut. C'est pendant les périodes de pénurie que les produits alimentaires devenaient vraiment biens collectifs, en ce sens que la répartition se faisait simultanément pour le gibier pris collectivement et pour celui pris individuellement » (Saladin d'Anglure, 1967 : 113).

De nos jours, ce n'est pas tant les situations de pénurie qui commandent les échanges réciproques, mais bien la précarité économique des ménages. En effet, nous savons, grâce à diverses études, que la situation économique des Inuit est fort précaire. Dans le but de

combattre et d'inhiber les effets de cette précarité économique, les Inuit comptent sur des réseaux de solidarité fonctionnant comme des mécanismes de redistribution des revenus (Duhaime, 1991). L'échange réciproque de denrées apparaît donc comme une stratégie adoptée par les ménages inuit afin d'assurer leur propre condition de reproduction.

Maintenant, comment expliquer l'importance de l'achat telle que montrent les données du tableau III ? Auparavant, c'est-à-dire au cours de la période traditionnelle, les Inuit consommaient exclusivement de la nourriture produite localement. Mais depuis les premiers contacts, et dans une plus grande mesure avec la colonisation, les Inuit ont progressivement incorporé à leur diète traditionnelle des aliments importés tels de la farine, de la poudre à pâte, du sel et du sucre. Avec la sédentarisation, l'accessibilité de la nourriture importée s'est accrue grâce à l'amélioration des infrastructures commerciales, de transport et avec l'accroissement du revenu monétaire des ménages (Bégin et Parent, 1995 ; Lawn et Langner, 1994a ; Kuhnlein, 1989, 1990 ; Waldram, 1985 ; Nowak, 1975b). Cependant, malgré les transformations de la diète des Inuit canadiens, ceux-ci présentent encore des niveaux d'absorption importants de protéines provenant de gibier local (Duhaime *et al.*, 1998). Par conséquent, les Inuit consomment à la fois des produits qui proviennent de leur milieu et des produits importés qu'ils se procurent dans les commerces. Or, si l'achat est important, comme le montrent les données du tableau III, c'est parce que les Inuit ont besoin de certains produits qui ne sont disponibles que dans les commerces.

Nous avons mentionné précédemment en guise d'hypothèse secondaire que la taille démographique des villages sélectionnés dans l'échantillon influencerait les différents types de transactions effectués par les ménages, en raison des caractéristiques socio-économiques distinctes que présentent les deux types de villages. Or, il semble que ce critère de sélection influence peu la distribution des types de transactions opérés par les ménages (tableau IV). Les mentions de don, de prêt et d'achat présentent des proportions similaires pour les deux catégories de villages. Ces proportions similaires de transactions entre les deux types de villages peuvent s'expliquer par l'égalisation relative des conditions économiques dans les régions où il y a des conventions ou des traités entre les instances locales et les différents paliers gouvernementaux, comme c'est d'ailleurs le cas dans les régions où s'appliquent la Convention de la

baie James et du Nord québécois et la Nunavut Tunngavik Inc² (NTI) (Légaré, 2000).

Une autre importante caractéristique de l'organisation traditionnelle de la société inuit est le rôle considérable de l'entraide dans le processus d'approvisionnement alimentaire des ménages. Le réseau coutumier symbolisant cette entraide entre individus, notamment entre membres de même famille, joue un rôle de premier plan dans l'approvisionnement des biens alimentaires ; il suscite plus des trois quarts des mentions de transactions (tableau V). Toujours au sein du réseau coutumier, le don représente 70,3% des mentions de transactions effectuées par l'ensemble des ménages ; il représente aussi la modalité d'échange la plus importante au sein du réseau gouvernemental. Il peut alors s'agir de produits de la chasse et de la pêche destinés aux Inuit en vertu de programmes d'aide gouvernementaux, comme le programme d'aide aux activités de chasse, de pêche et de piégeage assigné aux Inuit du Nunavik. Lorsque l'approvisionnement alimentaire se déroule par l'intermédiaire du réseau marchand, c'est-à-dire chez les commerçants, l'achat constitue la principale modalité d'acquisition des biens alimentaires avec 73,9% des mentions de transaction pour ce réseau. En somme, dans les réseaux coutumier et gouvernemental, le don et le prêt constituent les principaux types de transaction opérés par les ménages, alors que dans le réseau marchand l'achat est le type de transaction prédominant.

La prédominance du réseau coutumier vient renforcer nos observations faites des tableaux II et III au sujet de la prédominance du don. Dans une certaine mesure, cette prédominance des réseaux coutumiers n'a rien d'inattendu, puisque le don se déroule principalement dans les réseaux de la famille proche ainsi que dans celui de la famille étendue et même, d'une façon plus globale, le réseau chapeautant les voisins, les amis et les diverses associations de particuliers. L'intégration des individus à ces réseaux est conditionnelle, car ils auraient désormais le choix d'y participer ou pas et ce sans s'exposer à une forme ou une autre d'ostracisme. Mais ce choix, comme nous l'avons mentionné précédemment, est largement déterminé par la situation financière des ménages. L'importance d'un réseau relativement à un autre peut s'expliquer par une

² Nous pensons principalement à deux des trois programmes offerts par la NTI : le Programme de formation du personnel pour combler les nouveaux postes administratifs (comblés principalement par des Inuit) qui seront créés suite à l'établissement d'organismes inuit et publics au Nunavut ; et le Programme de sécurité du revenu des chasseurs inuit dont le but est de promouvoir et de valoriser les activités traditionnelles de chasse et de pêche par le biais d'un soutien financier adéquat (Légaré, 2000: 114-121).

spécialisation de ceux-ci. En effet, ces différents réseaux offrent des produits et des types de transactions différents. La nourriture du pays comme le gibier est généralement plus accessible par l'entremise du réseau coutumier, quoiqu'au Groenland il existe des marchés locaux où est offerte de la nourriture locale depuis le XVIII^e siècle (Marquardt et Caulfield, 1995) ; on peut aussi la retrouver au sein du réseau gouvernemental, comme c'est le cas dans les congélateurs municipaux au Nunavik et dans une moindre mesure au Nunavut puisque ce genre d'infrastructure est moins répandu. Quant à la nourriture importée, les ménages peuvent se la procurer au sein du réseau marchand et au sein du réseau coutumier. Mais cette dernière pratique est beaucoup moins fréquente. À l'intérieur de chacun de ces réseaux, il y a un type de transaction dominant, un type de transaction qui est favorisé : dans le réseau marchand, où domine la logique marchande, l'achat est le type de transaction le plus répandu ; quant aux réseaux coutumier et gouvernemental, ceux-ci fonctionnent plutôt selon une logique réciprocaire, favorisant les échanges réciprocaires tel que le don.

Un peu plus des trois quarts des mentions de transactions opérées par les ménages, soit 1422, portent directement sur la nourriture, tous types de transactions confondus. De plus, lorsque les ménages doivent s'approvisionner en nourriture, le don représente 56,8% des mentions de transactions. Le don de nourriture implique davantage la nourriture du pays que la nourriture importée ; sur les 1422 mentions de transactions portant directement sur la nourriture (tableau VI) tous types de transactions confondus, 502 mentions de transactions (35,3%) portent sur la nourriture du pays alors que 305 mentions (21,4%) réfèrent à la nourriture importée (tableau 4.1 en annexe). Par ailleurs, l'achat et le prêt représentent respectivement 31,5 % et 11,7% des mentions de transactions effectuées par les ménages. Mentionnons que dans le cas de l'achat de nourriture (n=448), il s'agit de nourriture importée dans une proportion de 62,7%.

Le don d'argent est un autre moyen qu'utilisent les ménages pour s'approvisionner en biens alimentaires ; 69,4% des mentions de transactions qui portent sur l'argent proviennent du don. Les ménages qui désirent de la nourriture du pays mais qui ne peuvent s'en procurer eux-mêmes quelles qu'en soient les raisons, demandent parfois à un chasseur de leur en fournir en échange de quoi ils défrayeront certains coûts liés à cette activité ; il peut s'agir de payer les munitions ou l'essence nécessaire au véhicule permettant le déplacement du chasseur. D'autres ménages vont tout

simplement donner de l'argent à des ménages qui ne peuvent se payer la nourriture dont ils ont besoin.

Enfin le don d'équipement est un autre moyen pour assurer l'approvisionnement alimentaire. Certains ménages qui ne peuvent participer directement à la production alimentaire, plus précisément à la production de nourriture du pays, donneront à un chasseur certaines pièces d'équipements comme des munitions, afin de défrayer une partie des coûts engendrés par cette activité. D'autres personnes, précisément des chasseurs, reçoivent une somme d'argent en vertu d'un programme gouvernemental qui défraie certains coûts inhérents à la production de nourriture du pays.

Nous avons expliqué précédemment qu'il y avait une spécialisation à la fois des objets transigés et des transactions au sein de chaque réseau emprunté par les ménages afin d'assurer leur propre approvisionnement. La prédominance du don de nourriture est encore due à cette spécialisation. Il s'explique par l'existence de réseaux (ceux de la famille proche, de la famille étendue, des voisins, des amis) déjà en place et qui existent indépendamment des volontés particulières des individus qui en profitent pour combler certains besoins alimentaires. De plus, n'oublions pas l'optique dans lequel a été conduit cette enquête : l'approvisionnement alimentaire des ménages. Ceux-ci ont été questionnés, entre autres, à propos des diverses modalités utilisées afin d'assurer et de combler leurs besoins alimentaires. Le but premier recherché par les ménages est l'approvisionnement alimentaire et étant donné cette finalité, il n'est donc pas surprenant que le principal objet transigé via le don soit de la nourriture. Ensuite, la raison pour laquelle l'équipement présente moins d'occurrences de réponses comparativement à la nourriture, est probablement due au fait que les individus qui ont la charge ou la tâche d'assurer l'approvisionnement alimentaire de la maisonnée, considèrent qu'il est plus facile de se procurer de la nourriture que de l'équipement et d'assurer les coûts qui en sont inhérents ainsi que de prendre le temps qu'exige la production alimentaire. Dans on étude menée sur la côte nord du Labrador, St-Pierre (2001) mentionne que c'est toujours au demandeur (l'emprunteur) qu'il revient de couvrir les frais d'utilisation de la marchandise empruntée. De plus, il est maintenant bien connu que la disponibilité des ressources financières des ménages est un facteur important qui influence à la fois la productivité et la poursuite des activités de subsistance (Duhaime *et al.*, 1998). Condon *et al.* (1995) dans une étude menée à Holman ont observé que le manque d'argent est une raison qui est souvent mentionnée par les Inuit âgés de

20 à 35 ans pour ne pas aller chasser. D'autres auteurs arrivent à une conclusion similaire dans une étude menée au Labrador : les ménages moins bien nantis sont pratiquement deux fois moins productifs que les ménages profitant d'une bonne situation financière (Mackey et Orr, 1987). Il apparaît donc que le revenu est une variable clé pour les ménages qui désirent mener des activités de production alimentaire. Par conséquent, la finalité poursuivie par les ménages ainsi que les contraintes monétaires inhérentes aux activités de production alimentaire semblent faire en sorte que les transactions des ménages portent principalement sur de la nourriture au lieu de porter sur de l'équipement ou de l'argent.

Le fait que le don porte principalement sur de la nourriture au lieu de l'argent pourrait aussi s'expliquer par la valeur monétaire de l'objet échangé. Il serait beaucoup plus facile économiquement pour un individu de donner de la nourriture qu'il a lui-même produit, que de donner de l'équipement qu'il possède. Le coût de l'équipement est beaucoup trop onéreux pour qu'un individu décide de le donner. Ceci étant dit, il pourrait y avoir des ménages qui donnent de l'équipement dont les coûts seraient plus faciles à supporter, comme des munitions ou de l'essence. Mais il ne viendrait sûrement pas à l'idée de quelqu'un de donner une motoneige ou encore une embarcation de type hors-bord en raison des coûts dispendieux de ces équipements. En somme, il y aurait des objets que l'on donne plus facilement que d'autres, comme c'est le cas ici pour la nourriture.

Don, situation financière, scolarité et monoparentalité

Nous croyons que ce n'est pas par hasard si les ménages donnent entre eux pour des fins d'approvisionnement alimentaire, et qu'il existe des motivations qui justifient ce choix. Il est tout à fait plausible de penser que les conditions socio-économiques précaires que connaissent les régions de l'Arctique favorisent un tel type de transaction. Nous soutenons – c'est notre première hypothèse – que les ménages qui bénéficient d'une bonne situation financière procèdent au don et se positionnent en tant que donateurs ; *a contrario*, les ménages les moins bien nantis se positionnent comme receveurs. Quatre indicateurs socio-économiques servent à vérifier cette hypothèse : l'*occupation*, le *revenu actuel d'emploi*, la *scolarité* et la *monoparentalité*.

Le premier indicateur, l'*occupation* a été élaboré à partir d'un regroupement des principales sources de

revenu des ménages en deux grandes variables : la première, la variable *travail*, est composée des ménages dont la source principale de revenu provient d'un emploi salarié, d'une entreprise privée, de la chasse et de la pêche ; la seconde variable, *sans travail*, est quant à elle composée des ménages dont la source principale de revenu provient de l'aide sociale, de l'assurance-emploi et de la pension de vieillesse. Par contre cet indicateur ne nous permet pas de porter un oeil averti et circonspect sur la réalité socio-économique des ménages : nous avons discriminé les ménages selon qu'ils aient ou non un emploi, mais cet indicateur ne révèle aucunement si leurs revenus sont élevés ou faibles. Nous supposons qu'un ménage qui bénéficie d'un salaire régulier est plus favorisé économiquement qu'un ménage dont le revenu provient de l'aide sociale ou de l'assurance-emploi. Toutefois, un ménage peut bénéficier d'un apport monétaire régulier, mais son revenu peut être soit élevé soit faible sans que nous le sachions. Nous reconnaissons la faiblesse de cet indicateur, mais cela fait partie des limites de nos données.

Le deuxième indicateur que nous utilisons est le *revenu d'emploi actuel*. Les données nécessaires à sa construction ont été tirées intégralement des réponses fournies par les ménages à la question 6 du questionnaire : nous leur demandions s'ils avaient présentement un revenu d'emploi. Ce deuxième indicateur présente les mêmes faiblesses que le précédent, car il reste complètement muet quant à l'importance du revenu des ménages.

Le troisième indicateur socio-économique, la *scolarité*, a été construit selon trois catégories : les individus qui ont de 1 à 7 ans de scolarité, ceux qui ont de 8 à 12 ans et ceux qui en ont 13 ans et plus. Nous avons reproduit les trois grands regroupements usuels pour caractériser la situation scolaire d'une population ; la première catégorie correspond au niveau primaire, la seconde au niveau secondaire et la troisième au post-secondaire. Précisons que l'objet d'un tel regroupement n'est pas tant de situer les individus au sein d'un niveau scolaire précis que de montrer le lien entre le nombre d'années de scolarité et le type de transaction opéré par eux. Il est admis que la scolarité a une incidence sur le revenu des individus et des ménages. Dans les sociétés modernes, où les emplois sont de plus en plus spécialisés, il est difficile pour les personnes faiblement scolarisées d'intégrer le marché du travail, car elles sont plus vulnérables aux variations de l'économie, au chômage et au sous-emploi en raison de leur faible niveau d'instruction : généralement, plus une population est scolarisée, moins est élevé le taux de chômage. Plus les individus sont scolarisés au sein d'un ménage, plus il y a de chance qu'il ait une bonne situation financière. La

scolarité est donc un indicateur qui est lié à la situation financière des ménages.

Enfin, il est largement reconnu par les chercheurs en sciences sociales que monoparentalité et pauvreté sont deux phénomènes allant de pair. En effet, la précarité économique est beaucoup plus importante chez les familles monoparentales que pour les familles biparentales, car si le partenaire ne travaille pas déjà, il peut toujours combler les lacunes du revenu du pourvoyeur principal. La construction de l'indicateur *monoparentalité* s'est faite en croisant les ménages monoparentaux et bi-parentaux avec le type de transaction qu'ils ont effectué.

Le tableau VII présente les chiffres sur l'occupation. La relation entre le type de transaction opéré par les ménages et l'occupation des individus les constituant est statistiquement significative au seuil de 0,01. Cela signifie que la relation entre l'occupation et le type de transaction opéré par les ménages provenant de données d'échantillon peut être généralisée avec confiance à la population toute entière. La probabilité que les mentions de transactions que nous observons dans le tableau VII soient simplement dues au hasard est de 1%. La valeur minimale du khi-carré au seuil de 0,05, de degré de liberté 5, est de 11,070 et la valeur maximale est de 1763 (N fois Min(r-1) (c-1)). La valeur du khi-carré calculé est 18,639. Cette dernière que nous avons calculée est encore supérieure à celle au seuil de 0,01 et de degré de liberté 5 qui est de 15,086. Voilà pourquoi nous disons que la relation entre l'occupation et le type de transaction est statistiquement significative au seuil de 0,01. Par contre, nous n'avons pas résolu la question de l'intensité de la relation. L'utilisation de la mesure d'association du V de Cramer pour mesurer l'intensité de la relation permet d'obtenir une valeur de 0,106 ce qui est une relation de faible intensité.

En d'autres termes, cette faible relation signifie que lorsque nous connaissons la catégorie de la variable « occupation », nous ne pouvons rarement prédire à quelle catégorie de la variable « transaction » appartient ce ménage. D'après les données du tableau VII, il est clair que les ménages qui bénéficient d'un travail donnent deux fois plus qu'ils en reçoivent. Nous observons le même phénomène dans les ménages sans travail, avec un écart moins considérable toutefois. Il faut quand même noter que les ménages sans travail donnent dans une proportion similaire à celle des ménages qui ont un travail avec respectivement 34,1% et 38,7%.

Le deuxième indicateur semble confirmer notre première hypothèse de recherche. Nous devons tout de

même être très prudents avec le revenu d'emploi actuel, car les données du tableau VIII ne sont pas statistiquement significatives. Cela étant dit, ce sont principalement les ménages qui bénéficient d'un revenu d'emploi qui se présentent en tant que donneurs au sein de la transaction associée au don, avec 38,3% des mentions de transactions adjointes à cette catégorie. Toutefois, les ménages sans revenu d'emploi donnent eux aussi plus qu'ils reçoivent avec une proportion similaire à la catégorie précédente ; ce sont eux qui se positionnent principalement en tant que receveurs avec 24,3% des mentions de transactions.

Les données du tableau IX nous révèlent que la relation entre la scolarité et le type de transaction opéré par les ménages est statistiquement significative, au seuil de 0,001. Toutefois, comme la relation précédente, son intensité est faible (V=0,11).

La proportion des mentions de transactions des ménages agissant comme receveurs au sein de la transaction associée au don est inversement proportionnelle au nombre d'années de scolarité des répondants. Les ménages les moins scolarisés sont ceux qui reçoivent le plus, représentant 23,0% des mentions de transactions se retrouvant parmi la catégorie des 1 à 7 ans.

Par contre, du côté des ménages qui se positionnent en tant que donneurs, les données sont moins révélatrices et contredisent en partie notre hypothèse. En effet, contrairement à ce que nous pensions, la proportion des mentions de transactions des ménages se positionnant en tant que donneurs est supérieure chez les ménages faiblement scolarisés (1-7 ans) que chez ceux très scolarisés (13 ans et +). À vrai dire, cette proportion des mentions de transactions opérées par les ménages diminue au fur et à mesure que progresse la scolarité de ceux-ci.

Le troisième indicateur ne permet pas de dégager de tendance claire qui serait liée à la monoparentalité puisque les deux catégories de ménages présentent des proportions similaires associées au don (tableau X). Par contre, les ménages monoparentaux présentent une proportion de mentions de transactions, associées au prêt, supérieure à celle des ménages bi-parentaux.

À la lumière des données précédentes, il semblerait que la situation financière des ménages influence le type de transaction qu'ils effectuent dans leur approvisionnement alimentaire, mais pas tout à fait comme nous le pensions. Les quatre indicateurs montrent que les ménages donnent indépendamment de leur situation financière. En fait, tous les ménages

donnent. Par contre, la situation financière semblerait influencer les ménages qui reçoivent soit de la nourriture, soit de l'argent ou de l'équipement. Les données montrent aussi que les ménages moins favorisés financièrement présentent des proportions de mentions de transactions en tant que receveurs supérieures aux ménages bien nantis. Voyons comment s'expliquent ces deux constats.

Il semblerait que le don est l'un des principaux éléments de l'organisation sociale de la société inuit. Si l'action de donner est un fait généralisé, peu importe la situation financière des ménages, ce serait alors en raison du fonctionnement de la société qui serait étranger à la logique capitaliste. Selon la logique capitaliste, une transaction entre deux individus présente la configuration suivante : la transaction doit être profitable aux deux parties (vendeur et acheteur) ; en vendant son bien, le vendeur considère qu'il tire davantage de « profit » de celui-ci qu'en le gardant : la valeur d'échange serait alors plus grande que la valeur d'usage. Quant à l'acheteur, il considère que le prix qu'il paie pour se procurer le bien est minime comparativement à ce qu'il va en tirer : dans ce cas c'est la valeur d'usage qui l'emporte sur la valeur d'échange. En somme, les deux parties tirent avantage de la transaction.

Mais la logique dans laquelle s'inscrit le don est totalement différente. En anthropologie, le don apparaît comme un échange différé de biens entre des groupes qui s'obligent entre eux : il y aurait l'obligation de donner, de recevoir et enfin de rendre. Le don est un phénomène de réciprocité, ou comme le dit si bien Sahlins (1976 : 245), un mouvement de « vice-versa ». La réciprocité des dons (donner-rendre-recevoir) est un autre principe illustrant la circulation des biens et dans le cas des Inuit, c'est un principe parallèle à l'économie capitaliste (St-Pierre, 2001). Les Inuit vivent dorénavant dans une économie complètement monétarisée, où prédominent les rapports monétaromarchands et les institutions qui les supportent : les Inuit utilisent la monnaie pour se procurer leurs biens et services sur le marché ; le travail salarié est devenu la principale source constituant le revenu personnel ; la rationalité économique est devenue la norme de l'action sociale ; et l'interdépendance naguère des familles laisse désormais la place à l'individualisme triomphant. Mais ces institutions de l'économie moderne qui ont contribué à transformer et à moderniser la société inuit n'ont pas fait complètement disparaître les institutions traditionnelles. L'échange réciproque, lequel recoupe le don, est un exemple comme quoi tradition et modernité ne sont pas des termes nécessairement antithétiques. L'héritage d'hier pèse encore sur le destin collectif des

Inuit, mais il ne suffit plus à orienter leurs conduites et leurs pratiques. Le don, bien qu'il soit encore effectif, tend maintenant à répondre à des impératifs d'ordre économique plutôt que d'ordre traditionnel. La précarité économique, qui est souvent le lot de biens des villages inuit, favorise la circulation de biens alimentaires par l'intermédiaire du don qui, à son tour, favorise la sécurité alimentaire. Et si certains ménages reçoivent plus que d'autres comme le montrent les données, plus précisément les ménages moins bien favorisés économiquement, c'est qu'ils s'insèrent dans des réseaux de solidarité qui agissent comme s'il s'agissait de mécanismes de redistribution tendant à éradiquer les inégalités. Voilà pourquoi il se pourrait que les ménages moins fortunés reçoivent davantage que les ménages bien nantis.

Réseaux, durée de résidence et monoparentalité

La deuxième hypothèse propose que le choix du réseau d'approvisionnement alimentaire est influencé par la durée de résidence des ménages dans la communauté. Nous soutenons que les individus nouvellement arrivés dans un village s'insèrent moins dans le réseau coutumier, celui où les transactions mettent en relation des individus de la famille proche ou étendue, du voisinage, des amis et des associations de particuliers, que dans les réseaux marchand et gouvernemental afin d'assurer leur approvisionnement alimentaire. Cela s'explique par le fait que, nouvellement venus dans le village, les individus n'ont pas encore eu la possibilité de tisser des relations fortement implantées et durables avec leur entourage. La durée de résidence des ménages est tirée de la question 9 du questionnaire et elle a été élaborée pour les fins de cette étude en cinq catégories : 1 an et moins, 2 à 5 ans, 5 à 10 ans, 11 à 15 ans et enfin 16 ans et plus. Toutefois, nous n'avons aucune donnée qui nous permettrait de discriminer les ménages nouvellement venus au sein d'un village et qui profitent de liens familiaux avec des individus dès leur arrivée, des autres ménages ne bénéficiant pas de ce type de lien à leur arrivée dans le village. Par exemple il est possible que des individus nouvellement arrivés dans un village y aient de la famille sans que nous le sachions. Cette carence peut affecter les résultats, mais elle fait partie des limites des données.

La monoparentalité, quant à elle, affecte différemment le choix du réseau qu'emprunteront les ménages. Nous soutenons que les ménages monoparentaux, compte tenu de leur situation particulière, emprunteront davantage le réseau coutumier que les autres réseaux à leur disposition. En effet, ces ménages connaissent

généralement des difficultés économiques soit parce que leur unique revenu ne suffit pas à combler tous leurs besoins, soit parce qu'ils sont sans revenu. En raison de leurs difficultés économiques, ces ménages emprunteront souvent les réseaux qui peuvent leur assurer soutien et aide, comme le réseau coutumier.

Mentionnons d'abord que les données du tableau XI sont non significatives. Toutefois, bien qu'il n'y ait pas de relation entre la durée de résidence et le réseau emprunté, le tableau XI est intéressant à d'autres égards. D'abord, toute proportion gardée, les individus nouvellement arrivés dans un village (1 an et moins) utilisent moins le réseau coutumier que les individus qui y habitent depuis plus longtemps. Les différences sont d'autant plus claires entre les nouveaux venus et ceux qui y demeurent depuis plus de 16 ans. En fait, plus la durée de résidence au sein d'un village augmente, plus les ménages s'approvisionnent par l'intermédiaire du réseau coutumier.

Ensuite, les individus nouvellement arrivés s'approvisionnent davantage par l'intermédiaire du réseau marchand que ceux qui habitent depuis plus de deux ans dans un village. D'ailleurs, l'écart est très important entre les nouveaux venus d'un village (32,3%) et ceux qui y habitent depuis plus de 16 ans (16,5%). Il semble même que plus la durée de résidence augmente, moins les ménages font appel au réseau marchand. Il est possible que ces individus empruntent davantage le réseau marchand parce que leurs réseaux de relations sociales ne sont pas encore assez développés.

D'après les données du tableau XII, la monoparentalité ne semble pas influencer le réseau qu'empruntent les ménages pour leur approvisionnement alimentaire. Effectivement, les ménages monoparentaux et biparentaux, présentent pratiquement les mêmes proportions, avec de légères variations, pour chacun des réseaux empruntés. Tous les deux s'approvisionnent principalement au sein du réseau coutumier, mais il faut cependant noter que la proportion de ménages biparentaux est pratiquement le triple de celle que présentent les ménages monoparentaux.

Les nouveaux venus transigent principalement au sein du réseau coutumier plutôt que de profiter des réseaux marchand et gouvernemental comme nous le pensions. Ce phénomène est probablement dû au fait que les Inuit nouvellement venus s'insèrent déjà dès leur arrivée dans un réseau de solidarité première. Il est possible que des membres de leur famille habitent le village et de cette façon ils peuvent profiter d'un tel réseau. Cette explication semble d'ailleurs confirmée par Robert-

Lambin (1978). D'après cette auteure, qui étudie les Inuit d'Ammassalik, « ne pas avoir de famille, c'est ne pas être intégré socialement et l'on ne se rend pas dans un village où aucun parent ne peut vous accueillir » (1978 : 34).

Nous avons vu aussi que les ménages monoparentaux et les ménages bi-parentaux fréquentent principalement le réseau coutumier selon les mêmes proportions, caractéristique que l'on retrouve d'ailleurs pour les réseaux marchand et gouvernemental. En fait, tout se présente comme si le réseau coutumier assurait l'équilibre d'un cadre socio-économique précaire. Tout au long de la période traditionnelle, les Inuit dépendaient exclusivement de leur milieu pour se nourrir et la moindre petite rupture du cycle alimentaire pouvait leur être fatale. Lorsque le cycle alimentaire était interrompu, ils pouvaient compter sur leur famille, proche ou étendue, afin d'instaurer à nouveau l'équilibre socio-économique du groupe. Encore aujourd'hui, le réseau coutumier permet d'assurer un équilibre socio-économique relatif qui contrebalancerait un tant soit peu des conditions économiques très précaires. Bref, le réseau coutumier semble fonctionner lorsque les gens en ont besoin.

Conclusion

Les données de l'enquête ont révélé l'importance du réseau coutumier dans le processus d'approvisionnement alimentaire des ménages ; la majorité des transactions associées au don se déroulent principalement au sein de ce réseau. Le don est également le type de transaction le plus important au sein du réseau gouvernemental. Les données nous ont également permis de constater que le don ne se limite pas à la seule circulation d'objets traditionnels. En effet, le don porte principalement sur de la nourriture, davantage traditionnelle qu'importée, et, dans une moindre mesure, sur de l'argent et de l'équipement. Ceci pourrait suggérer que le don ne fonctionne plus uniquement selon une logique réciproitaire : le don d'argent pourrait s'inscrire également dans une logique du donnant-donnant.

Le recours au marché contribue également au processus d'approvisionnement alimentaire. À vrai dire, tout porte à croire que la nourriture des ménages inuit provient principalement, de nos jours, du marché. À première vue, les données ont révélé un nombre beaucoup plus important de mentions de transactions reliées au don comparativement à l'achat et au prêt. Toutefois, l'examen approfondi du nombre de ménages ayant effectué distinctement les trois types de transactions au moins une fois au cours d'une semaine, a révélé une proportion légèrement supérieure de mentions de

transactions en faveur du don. Ce résultat nous permet aussi de constater que l'achat est également un type de transaction important dans le processus d'approvisionnement des ménages inuit.

Ces nombreuses références au don et au réseau coutumier montrent l'importance qu'ils jouent dans le cadre de l'approvisionnement alimentaire. Cette importance relative du don et du réseau coutumier ne suffit cependant pas à assurer l'essentiel de l'approvisionnement alimentaire des ménages inuit ; ceux-ci doivent désormais compter sur le marché pour acquérir toute une panoplie de biens alimentaires intégrés à leur culture matérielle. Nous supposons donc que le don et l'achat sont d'ampleur différente : un ménage peut répondre qu'il donne ou qu'il reçoit de la nourriture au cours d'une semaine, mais si nous pouvions considérer l'ensemble du panier alimentaire du ménage, nous constaterions probablement que, d'une part, celui-ci achète la majorité de ses biens alimentaires sur le marché et que, d'autre part, le don de nourriture, traditionnelle ou importée, répond à des situations particulières comme la précarité économique des ménages. Ceci démontrerait que les Inuit sont désormais bien ancrés dans le monde moderne : les institutions traditionnelles semblent avoir perdu le monopole de fixer les règles de l'action sociale au profit des institutions du capitalisme comme la monnaie, le marché et le salariat. Dans de telles conditions, la majorité des biens alimentaires semblent provenir de l'institution du marché, ce qui n'empêche pas les ménages de recourir à certaines institutions traditionnelles afin de combler certains besoins alimentaires dans des circonstances particulières.

Bibliographie

BÉGIN, F. et M.-E. PARENT

1995 « Consommation alimentaire et apports nutritionnels », JETTÉ, M. (éd). *Et la santé des Inuits, ça va ? Rapport de l'enquête Santé Québec sur les Inuit du Nunavik*, 1992. Tome 3. Un déterminant spécifique: l'alimentation, Montréal, Santé Québec : 49-129.

CONDON, R.G., P. COLLINGS et G. WENZEL

1995 « The Best Part of Life : subsistence Hunting, Ethnicity, and Economic Adaptation among Young Adult Inuit Males », *Arctic*, 48(1) : 31-46.

DUHAIME, G., M. CHABOT et P. FRÉCHETTE

1998 *Les impacts socio-économiques de la contamination de la chaîne alimentaire au Nunavik*, Québec, Collection Recherche : 187 p.

FREEMAN, M.M.R.

1988 « Tradition and change : problems and persistence in the inuit diet », dans De Garine et G.A. Harrison (éds) *Coping with uncertainty in food supply*, Oxford, Clarendon Press : 150-169.

GODELIER, M.

1996 *L'énigme du don*, Paris, Librairie Arthème Fayard, 1996 : 295 p.

KISHIGAMI, N.

2000 « Contemporary inuit food sharing and hunter support programme of Nunavik, Canada », dans WENZEL et al. *The social economy of shavung : resource allocation and moderne hunter-gatherers*, Osaka, Osaka National Museum of Ethnology : 193-214.

KUHNLEIN, H.V.

1990 « Nutrition of the Inuit : A brief overview », in POSTL, Brian D. et al. *Circumpolar Health 1990*, Whitehorse, University of Manitoba : 728-730.

1989 *Nutritional and toxicological Components of Inuit Diets in Broughton Island, Northwest Territories*, Montréal, McGill University, Dep. of Health, Northwest Territories.

LAWN, J. et N. LANGNER

1994 *Air Stage Subsidy Monitoring Program. Final Report. Volume 2. Food Consumption Survey*, Ottawa, MAINC.

LÉGARÉ, A.

2000 « Le Nunavut Tunngavik Inc. : Un examen de ses activités et de sa structure administrative » *Études/Inuit/Studies*, 21(1) : 97, 124.

LÉVESQUE, C., D. de JURIEW, C. LUSSIER et N. TRUDEAU

1999 *Réseaux sociaux et alimentation chez les Inuit de la région circumpolaire pendant la période historique*, Montréal, INRS-Culture et Société : 35 p.

MACKEY, A.M.G. et R.D. ORR

1987 « An Evaluation of Household Country Food Use in Makkovik, Labrador, July 1980-june 1981 », *Arctic*, 40(1) : 60-65.

MARQUARDT, O. et R.A. CAUFIELD,

1996 « Development of West Greenlandic Markets for Country food since 18 century », *Arctic*, 49(2) : 107-119.

NOWAK, M.

1975 « The Impact of 'Convenience' Foods on a Community in Western Alaska », *Anthropological Papers of the University of Alaska*, 17(2) : 55-59.

NUTTALL, M.

1994 « Emergence of an Inuit Homeland », *Polar Peoples*, London, Minority Right Group Publications : 1-28.

OAKES, J. et R. RIEWE

1997 *Culture, Economy and Ecology. Case Studies From The Circumpolar Region*, Ontario, The Cider Press : 126 p.

ROBERT-LAMBLIN, J.

1978 « Famille biologique et famille sociale à Ammassalik, côte est du Groenland », *Études/Inuit/Studies*, 1(2) : 97-110.

SAHLINS, M.

1976 *Age de pierre, âge d'abondance. L'économie des sociétés primitives*, Paris, nrf Gallimard, 409 p.

SALADIN d'ANGLURE, B.

1967 *L'organisation sociale traditionnelle des Esquimaux de Kangirsujuaaq*, Centre d'Études Nordiques, No.17, Québec, Université Laval : 213 p.

SIMARD, J.-J. et al.

1996 *Tendances nordiques. Les changements sociaux 1970-1990 chez les Cris et les Inuit du Québec. Une enquête statistique exploratoire*, Québec, GETIC, Université Laval : 253 p.

ST-PIERRE, D.

2001 *Hermes et Sila. Le fonctionnement de l'échange alimentaire sur la côte nord du Labrador*, Québec, Thèse de maîtrise, Université Laval : 134 p.

WALDRAM, J.B.

1985 « Hydroelectric Development and Dietary Delocalization in Northern Manitoba, Canada », *Human Organization*, 44(1) : 41-49.

WENZEL, G.W.

2000 « Sharing, Money, and Moderne Inuit Subsistence : Obligation and Reciprocity at Clyde River, Nunavut », dans WENZEL et al. *The social economy of sharing : resource allocation and moderne hunter-gatherers*, Osaka, Osaka National Museum of Ethnology : 61-86.

1991 *Animals rights, human rights. Ecology, economy and ideology in the canadian arctic*, Toronto, University of Toronto Press, 255 p.

TABLEAU I :
CARACTERISTIQUES SOCIO-ECONOMIQUES DE L'ECHANTILLON

Caractéristiques	Régions			
	Nunavik	Nunavut	Labrador	Groenland
Ménage	82,0	81,0	82,0	79,0
Nombre moyen de pers. par ménage	5,0	4,8	3,9	3,7
Âge moyen	41,4	43,1	39,6	44,0
Âge moyen homme	40,8	44,3	36,0	47,9
Âge moyen femme	41,5	42,6	40,2	41,7
Homme	31,0	22,0	11,0	29,0
Femme	52,0	59,0	71,0	50,0
Autochtone	79,0	72,0	55,0	76,0
Non-autochtone	3,0	8,0	25,0	3,0
1 à 7 ans de scolarité	22,0	27,0	13,0	22,0
8 à 12 ans de scolarité	46,0	26,0	48,0	24,0
13 ans et plus de scolarité	6,0	1,0	17,0	22,0
Travailleur	58,0	48,0	54,0	57,0
Sans emplois	13,0	28,0	22,0	3,0
Chasseur	-	-	3,0	7,0
Autre (retraité)	10,0	2,0	3,0	12,0
Revenu d'emploi	53,0	36,0	46,0	58,0
Ménage sans revenu	29,0	44,0	36,0	20,0
Ménage monoparental	22,0	14,0	22,0	13,0

TABLEAU II :
MENTIONS DE TRANSACTIONS EFFECTUEES PAR LES MENAGES,
SELON LE TYPE DE TRANSACTION OPERE ET LA REGION

Transactions	Régions								TOTAL
	Nunavut		Nunavik		Labrador		Groenland		
	N	%	N	%	N	%	N	%	
Don	262	62,2	400	73,7	159	42,7	242	52,5	1063
Prêt	56	13,3	26	4,8	165	44,4	39	8,5	286
Achat	103	24,5	117	21,5	48	12,9	180	39,0	448
Total	421	100,0	543	100,0	372	100,0	461	100,0	1797

TABLEAU III :
DISTRIBUTION DES MENTIONS DE TRANSACTIONS EFFECTUEES AU MOINS UNE FOIS PAR LES MENAGES,
SELON LA REGION ET LE TYPE OPERE

Transactions	Régions				Total
	Nunavut	Nunavik	Labrador	Groenland	
Don	77	81	62	79	299
Prêt	36	20	77	32	165
Achat	79	80	38	80	277
Total	192	181	177	192	1797

TABLEAU IV :
DISTRIBUTION DES MENTIONS DE TRANSACTIONS,
SELON LA TAILLE DEMOGRAPHIQUE DES VILLAGES ET LE TYPE DE TRANSACTION OPERE

Transactions	Taille démographique				Total (N)
	Petit		Grand		
	N	%	N	%	
Don	512	60,4	551	57,9	1063
Prêt	137	16,2	150	15,8	287
Achat	198	23,4	250	26,3	448
Total	847	100,0	951	100,0	1797

TABLEAU V :
DISTRIBUTION DES MENTIONS DE TRANSACTIONS,
SELON LE RESEAU EMPRUNTE ET LE TYPE DE TRANSACTION OPERE

Type transaction	Réseaux						Total N
	Coutumier		Gouvernemental		Marchand		
	N	%	N	%	N	%	
Don	958	70,3	99	87,6	6	1,9	1063
Prêt	201	14,8	7	6,2	78	24,2	286
Achat	203	14,9	7	6,2	238	73,9	448
Total	1362	100,0	113	100,0	322	100,0	1797

$\chi^2=625,470$, $p < 0,001$

TABLEAU VI :
DISTRIBUTION DES MENTIONS DE TRANSACTIONS,
SELON L'OBJET TRANSIGÉ ET LE TYPE DE TRANSACTION OPÉRÉ

Type transaction	Objets échangés						Total N
	Nourriture		Argent		Équipement		
	N	%	N	%	N	%	
Don	807	56,8	168	69,4	88	66,2	1063
Prêt	167	11,7	74	30,6	45	33,8	286
Achat	448	31,5	-	-	-	-	448
Total	1422	100,0	242	100,0	133	100,0	1797

$\chi^2=200,022$, $p < 0,001$

TABLEAU VII :
DISTRIBUTION DES MENTIONS DE TRANSACTIONS,
SELON L'OCCUPATION ET LE TYPE DE TRANSACTION OPÉRÉ

Transaction	Occupation			
	Travail		Sans travail	
	N	%	N	%
Donner	487	38,7	172	34,1
Recevoir	242	19,2	140	27,7
Prêter	130	10,3	41	8,1
Emprunter	78	6,2	31	6,1
Vendre	92	7,3	46	9,1
Acheter	229	18,2	75	14,9
Total	1258	100,0	505	100,0

$\chi^2=18,639$; $p < 0,01$; $V= 0,103$

TABLEAU VIII :
DISTRIBUTION DES MENTIONS DE TRANSACTIONS,
SELON LE REVENU D'EMPLOI ACTUEL DU MENAGE ET LE TYPE DE TRANSACTION OPERE

Transaction	Revenu d'emploi actuellement			
	Oui		Non	
	N	%	N	%
Donner	423	38,3	248	35,9
Recevoir	222	20,1	168	24,3
Prêter	107	9,7	69	10,0
Emprunter	64	5,8	47	6,8
Vendre	81	7,3	57	8,3
Acheter	207	18,8	101	14,6
Total	1104	100,0	690	100,0

n.s

TABLEAU IX :
DISTRIBUTION DES MENTIONS DE TRANSACTIONS,
SELON LE NOMBRE D'ANNEES DE SCOLARITE ET LE TYPE DE TRANSACTION OPERE

Types de transaction	Nombre d'années de scolarité des ménages					
	1-7 ans		8-12 ans		13 ans et +	
	N	%	N	%	N	%
Don						
Donner	180	37,6	293	36,5	98	35,0
Recevoir	110	23,0	180	22,4	41	14,6
Prêt						
Prêter	39	8,1	79	9,8	41	14,6
Emprunter	13	2,7	61	7,6	30	10,7
Achat						
Vendre	52	10,9	56	7,0	24	8,6
Acheter	85	17,7	134	16,7	46	16,4
Total	479	100,0	803	100,0	280	100,0

$\chi^2=39,57$, $p < 0,001$, $V= 0,11$

TABLEAU X :
DISTRIBUTION DES MENTIONS DE TRANSACTIONS,
SELON LA MONOPARENTALITE ET LE TYPE DE TRANSACTION OPERE

Transaction	Ménages monoparentaux				
	Oui		Non		
	N	%	N	%	
Donner	147	34,4	497	38,7	
Recevoir	97	22,7	271	21,1	
Prêter	45	15,5	121	9,4	
Emprunter	32	7,5	75	5,8	
Vendre	39	9,1	96	7,5	
Acheter	67	15,7	225	17,5	
Total					

TABLEAU XI :
MENTIONS DE TRANSACTIONS,
SELON LA DUREE DE RESIDENCE ET PAR TYPE DE RESEAU EMPRUNTE.

Réseaux	Durée de résidence dans le village									
	1 an et moins		2-5 ans		6-10 ans		11-15 ans		16 ans et plus	
	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
Coutumier	40	64,5	90	73,2	100	74,1	50	71,4	1055	77,0
Gouvernemental	2	3,2	9	7,3	7	5,2	6	8,6	89	6,5
Marchand	20	32,3	24	19,5	28	20,7	14	20,0	226	16,5
Total	62	100,0	123	100,0	135	100,0	70	100,0	1370	100,0

$\chi^2=13,294$, n.s,

TABLEAU XII :
MENTIONS DE TRANSACTIONS,
PAR MONOPARENTALITE ET PAR TYPE DE RESEAU EMPRUNTE.

Réseaux	Ménages monoparentaux			
	Oui		Non	
	N	%	N	%
Coutumier	327	76,6	972	75,6
Gouvernemental	25	5,9	85	6,6

Marchand	75	17,6	228	17,7
Total	427	100,0	1285	100,0

n.S

Annexe I Tableaux complémentaires

TABLEAU 2.1 :
NOMBRE MOYEN DE TRANSACTIONS PAR MÉNAGE,
SELON LE TYPE ET LA RÉGION AU COURS DE LA SEMAINE PRÉCÉDENT L'ENQUÊTE

Transactions	Régions			
	Nunavut	Nunavik	Labrador	Groenland
Don	3,4	4,9	2,6	3,1
Prêt	1,6	1,3	2,1	1,2
Achat	1,3	1,5	1,3	2,3
Total	2,1	2,6	2,0	2,2

TABLEAU 4.1 :
DISTRIBUTION DES MENTIONS DE TRANSACTIONS
SELON LE TYPE ET LE SOUS-OBJET TRANSIGÉ PAR LES MÉNAGES

Transaction	Sous-objet		Total
	Country food	Imported food	
Don	502	305	807
Prêt	69	98	167
Achat	167	281	448
Total	738	684	1422

Annexe II Protocole de recherche

RESEARCH PROTOCOL HOUSEHOLDS FOOD SUPPLY NETWORKS IN THE CIRCUMPOLAR ARCTIC Gérard Duhaime *et al.*

Content

- 1. Introduction**
- 2. Definitions and adaptation**
- 3. Sampling**
- 4. Report on procedures done and data transmission**
- 5. Declaration concerning copyrights and confidentiality**
- 6. Questionnaire**
- 7. Random numbers table**

1. Introduction

This survey, based on face to face interviews, will be performed in different Arctic regions, by different researchers, in years 2000 and 2001. Consequently, conformity to the protocol is critical to ensure the quality of the data, their comparability, and to ensure research's team to perform a valid analysis.

All requirements, licenses, permits, authorizations, and the like that have to be obtained in a given region in order to do research must be obtained before the beginning of the survey, and this falls under responsibilities of the person in charge of the research in that region.

When necessary, the translation of the questionnaire into aboriginal language(s) of a given region falls under the scientific supervision of the person in charge of the research in that region.

All questions concerning any aspects of this protocol, including the requirements for a valid translation of the questionnaire, must be addressed to the research director or the research coordinator:

**Gérard Duhaime, research director
Nick Bernard, research coordinator**

**GETIC
Pavillon Charles-De-Koninck, office 0450
Université Laval
Québec, QC, CANADA
G1K 7P4
Tel : (418) 656-2131, ext. 8924
Fax : (418) 656-3023
nick.bernard@fss.ulaval.ca**

2. Definitions and adaptation

In this survey, the concept of household “refers to a person or a group of persons (other than foreign residents), who occupy the same dwelling and do not have a usual place of residence elsewhere in Canada. It may consist of a family group (census family) with or without other non-family persons, or two or more families sharing a dwelling, of a group of unrelated persons, or of one person living alone.”¹ For the survey purposes, every person is members of one and only one household.

In the questionnaire, when it is said “in your household, to whom did you...”, it means that someone in the household did behave according to what is described in the question ; this can be the participant, or someone else in the household. All applicable answers have to be picked up in the proposed list and all questions refer to events that happened within the last seven (7) days. It must be clearly specified to the participant that sharing, selling and buying food include prepared meals (i.e. meals for kids from the neighborhood). It is also important to explain the distinction between giving and lending (giving : when nothing is expected in return, lending : when the object lent is expected to come back in the same form) and between receiving and borrowing (receiving : when the person who is giving the object doesn't expect anything in return, borrowing : when the person who is lending the object expects it to come back in the same form).

The Households Food Supply Networks in the Circumpolar Arctic Questionnaire can and must be adapted to the regional reality of each surveyed areas and will be translated into the local language (i.e. : in the Canadian Arctic, from English to Inuktitut), but also into the local English (i.e. : in Labrador, country food is called wild food). In adapting the questionnaire, we focus on the *reality* that is measured as much as on the *words* that are used.

To provide a better understanding of the data collected, the interviewer must take note of all factors that could influence the interpretation of the results. For example, many factors influence the composition of a household at a given moment. Consequently, all observations concerning the context of the interview or the participating household is written down in the appropriate section of each questionnaire. The observations concerning the community as a whole are also expected with the completed questionnaires. A non-exhaustive list of factors is presented at the end of the questionnaire.

3. Sampling

The research will be done in different regions, as follow : Alaska-Inupiat region, Canada-Inuvialuit region, Canada-Nunavut, Canada-Nunavik, Canada-Labrador, Greenland-Northwest, Euro-Arctic Barents, Russia-Arctic Yakutia.

In each region, the sample must be selected according to the following criteria.

1. Two villages must be chosen. The regional center must be selected, in addition to a second one. This second village has to be a typical village in all respects (a medium sized village, with a typical economic structure) ; villages with exceptional or non-characteristic features must be avoided (specially in the field of food production, like a village with a slaughterhouse or a fish processing plant, when all the others don't have such enterprise). The decision can be taken by discussing with a knowledgeable person who knows the region (such as a knowledgeable regional administrator or the mayor), called “your contact”.
2. For each village, a list of households (or housing units or the like) must be found and updated, by discussing with your contact.
3. Each household must receive a sequential number. In villages with a number of households between 1 and 99, the sequential number has to be between 01 and 99 ; in villages with a number of households between 1 and 999, the sequential number has to be between 001 and 999 ; in villages with a number of households between 1 and 9999, the sequential number has to be between 0001 and 9999.

¹ This definition comes from Statistics Canada 1996 Census Dictionary – Final Edition (p.141) [on line : <http://www.statcan.ca/english/freepub/92-351-UIE/05hou.pdf>]. For the purpose of the research, it applies to all circumpolar regions where the questionnaire is implemented

4. You are provided with random numbers tables (section 6 hereafter). To draw the sample numbers, you select a first number in a given page. This first number can be any of these. This number is the first of the series. Then, you have to pick a series of 80 numbers, following one or the other direction ; a row from left to right or from right to left, and the following rows above or beyond ; a column going down to the bottom or going up to the top and the following column to the right or to the left. The same technique must be apply to choose all the numbers.
5. A list of number is then created. The first household to be interviewed is the one with the first selected number, and so on.
6. In the household, you must interview a person aged of 18 and older who is the person generally in charge of food, or the head of the household, or a couple of knowledgeable persons. Whether if the interview is done with one or two persons, you have to write down all the answers (even if they differ from one another).
7. When a household cannot be reached, or when nobody in the household meets the criteria to answer the questionnaire, or when the persons in the household refuse to answer the questionnaire, the next household in the list, as selected through the list of random numbers, must be visit.
8. In each village a minimal sample of 40 households *must be actually interviewed*. However, the maximum suitable number of interviews is 80.

4. Report on procedures done and data transmission

Once the survey is completed, you have to write down a short report explaining the actual procedures that you have done. This report must contain the followings :

1. The procedures done to get the proper research authorizations ; a copy of the license or other documents have to be attached.
2. You have to explain how you dealt each points of the following section ; 1 : decision process, and decisions themselves about the selection of the villages ; 2 : the list you used, and the way used to update it, etc.
3. The names of the village must appear as well as the names of the regional county, but not the name of the individual, nor any identifier like the address of the household.
4. The number of persons who have answered the questionnaire must be mentioned ; the number of refusal or replacement (i.e. in case of absence of household) must be mentioned.
5. For each village, factors providing a better understanding of the data collected or that could influence the interpretation of the results must be mentioned and explained.

Then, the report on procedures and the *original questionnaires must be photocopied twice*, and you must keep the two copies in two different secure locations, where the access to the material is restricted.

The original material must be sent through registered mail to the research coordinator (at the address appearing in section 1).

5. Declaration concerning copyrights

Each member of the research team must complete and sign up the following declaration concerning copyrights and confidentiality. The form can be reproduced as needed, and the declaration must be send at the research coordinator (at the address appearing in section 1) *before the survey starts in the field*.

This is applicable to the person in charge of the survey in a given region, as well as to the interviewers and interpreters.

However, clause number 3 should be crossed out and initialized by the signatories, when the applicant is the person in charge of the survey in a given region, or graduate student who intend to work with the data after the survey is done ; all other clauses are applicable to them.

Clauses number 1, 2, 8, 9, 10 should be crossed out and initialized by the signatories, when the applicant do not intend to work with the data after the survey is done.

AGREEMENT ON THE USE OF DATA

Agreement between (name, address)

hereinafter named “ the applicant ” ;

and

Gérard Duhaime,

owner of data, hereinafter named “ the research director ”;

concerning the use of data from the survey *Household Food Supply Networks in the Circumpolar Arctic* which is part of *Sustainable Development in the Arctic ; Conditions for Food Security*, financed by the Social Sciences and Humanities Research Council of Canada.

The applicant

1. recognizes the rights of the research director to data and recognizes that data, when used, will provide fundamental contribution to the empirical content of his/her research project ;
 2. will limit his/her use of the data to editing his research project and not for any other aims. Any subsequent use of the data must be agreed by the applicant and the research director ;
- or
3. will never use the data for any purposes ;
 4. will not transfer any portion of the data to a third party ;
 5. will preserve the anonymity of subjects participating to the survey, and respect the confidentiality of their responses ;
 6. will not copy or reproduce, by any means, the data, except for the purposes of his/her research work or the safety procedures of the research ;
 7. commits himself/herself to give to the research director all the copies and reproduction of data aimed at his/her research ;
 8. will include the research director as co-author of communications and publications of an empirical nature using the data from his/her research work, unless the research director renounces to this right, in writing ;
 9. will clearly indicate, at the beginning of his/her research project, the origin of the data, respecting the following references ;

in English : Gérard Duhaime *et al.* *Sustainable Development in the Arctic ; Conditions for Food Security*. Research program funded by the Social Sciences and Humanities Research Council of Canada, as a Major Collaborative Research Initiative.

in French : Gérard Duhaime *et al.* *Le développement durable dans l'Arctique ; Les conditions de la sécurité alimentaire*. Programme de recherche financé par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, dans le cadre des Grands travaux de recherche concertée.

10. will clearly indicate, in any circumstances in which the data is used, the origin of the data, respecting the above's paragraph references.

Signed in _____, on the _____.
City Date

I accept to use the data at the conditions presented in this agreement ;

The applicant

I accept that the applicant uses the data at the conditions presented in this agreement ;

Gérard Duhaime
Research director

**HOUSEHOLDS FOOD SUPPLY NETWORKS IN THE CIRCUMPOLAR ARCTIC
Questionnaire**

Date: _____

Village: _____

Interviewer: _____

Part 1 - Introduction of the research and informed consent

Before starting up, the interviewer must be sure to have a complete copy of the questionnaire, a pen, a list of possible answers on a loose sheet, and the business card of the person in charge of the research in the region.

My name is : _____

I am working with : _____
name of the person in charge of the research in the region and home institution.

We are working with an international research team on a project entitled : *Sustainable Development in the Arctic ; Conditions for Food Security*. This project is financed by the Social Sciences and Humanities Research Council of Canada. In this project, we want to understand the conditions of the food supply in the different Arctic regions. To do this, we have designed a short questionnaire we hope you will accept to answer.

If you accept to answer this questionnaire, we will use about thirty minutes of your time. I ask you the questions orally, you answer them orally and I write down the answers.

Your participation in this study will allow us to provide useful information for decision making.

You won't have any direct benefit from your participation. ***Or*** The only direct benefit you will get from your participation will be _____ (***remuneration or gift***) that I will give you at the end of the interview.

IF YOU PARTICIPATE, NO ONE WILL BE ABLE TO KNOW WHICH PERSON HAS ANSWERED WHICH QUESTIONS. LATER, WE WILL TRANSFER YOUR ANSWERS TO A LARGE DATABASE WITH OTHER ANSWERS COMING FROM THE REGION AND OTHER ARCTIC REGIONS. YOUR NAME NEVER APPEARS AND IT IS IMPOSSIBLE TO RECOGNIZE YOU.

I must add that you are not obliged to answer if you do prefer, and you may stop the interview when ever you wish, even if not completed, if you feel embarrassed or for any other reason.

Do you have any questions or do you need more information?

Do you accept to answer this questionnaire and the terms of its use?

no

yes

If not,

I thank you for your time and reception. ***The interviewer withdraws.***

If yes,

We need, to certify that you participate freely and with informed consent, your signature.

Interviewer (signature)

Date

Participant (signature)

Date

Part 2 - Questionnaire

Thank you very much for having accepted to participate to the survey. First, I need to know some general information about yourself and the household.

1. How old are you? _____
 doesn't apply don't know don't want to answer

2. Which is the last school year that you completed and succeeded? **Circle**
1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 and over
(Past grade 12, ask additional questions to know the total school years completed. Use the following line for precisions) _____
 doesn't apply don't know don't want to answer

The interviewer thicks the appropriate box. If a couple is interviewed, both boxes are thicked.

3. man woman

4. To which group do you identify yourself? **(Only one answer)**
 aborigines (such as inuit, inuvialuit, inupiat)
 non-aborigines
 other **(precision)** _____
 don't know
 don't want to answer

5. What is your household's main income? **(Only one answer)**
 paid job (wage employment)
 privately owned business **(precision)** _____
 social aid
 unemployment insurance
 hunting and fishing activity
 others **(precision)** _____
 don't know
 don't want to answer
 doesn't apply
Comments : _____

6. Do you presently have an employment income? yes no
 doesn't apply don't know don't want to answer
Comments : _____

7. How many persons are usually living in this household, including yourself? _____
 doesn't apply don't know don't want to answer
Comments : _____

8. Are you a single parent? yes no
 doesn't apply don't know don't want to answer
Comments : _____

9. How long have you been living in this village? _____
 doesn't apply don't know don't want to answer
Comments : _____

Excellent. Now, in the following section, I am to ask you some questions. Now, to help you to answer the questions, here we have a list of possible answers. **The interviewer put the list on the table, or give it to the respondent otherwise ; he or she explains briefly each possible end or answer, giving examples.**

I give you an example, OK? For instance, I ask :

“ During the last week, in your household, to whom did you give food ? ”

Here, you have to answer the question by reviewing the list of possible answers ; and I write down your answer (or answers, because you can pick up more than one) in my form. I must add that if you prefer to give me your answer without looking the list of possible answers, you can do it ; and I will write your answer according to the list. Could we try? **The interviewer checks out with the respondent if the procedure is clear and properly understood. When the respondent answers spontaneously (without using the list), the interviewer must be sure that the answer given enters the categories of the list of possible answers.**

Do you feel comfortable with? May we proceed?

I must remind you that all the followings are related to events that happened within the last seven (7) days. Moreover, when I say “ in your household, ... ”, it means that someone in the household did behave according to what is described in the question ; this can be yourself, or someone else in the household. Finally, remember that you have to pick up all applicable answers.

First, I start up with some questions about “ country food ”, which means food produced from the land, from the living resources of the region, such as _____. **The interviewer must give three relevant examples in the regional context, always the same in a given region. In the Canadian North for instance, this could include Arctic char, seal meat, caribou meat.**

And feel free to stop me and ask at any moment if something is not clear for you.

10. During the last week, in your household, to whom did you **give “ country food ” for free**, for instance, as meals for kids or visitors, or quarter of animal or a whole animal to someone ? **For the first sentence, the interviewer reviews the list of possible answers with the respondent, explaining when appropriate. Then, he or she circles hereafter the numbers corresponding to the chosen answer by the respondent.**

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13

Comments : _____

11. During the last week, in your household, to whom did you **lend “ country food ”**, for instance, as quarter of animal or a whole animal to someone ? **(circle)**

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13

Comments : _____

12. During the last week, in your household, to whom did you **sell “ country food ”**, for instance in the form of a meals to visitors or a whole animal to the store ? **(circle)**

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13

Comments : _____

13. During the last week, in your household, from whom did you **receive “ country food ” for free**, for instance in the form of quarter of animal from someone, or a meal from a friend ? **(circle)**

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13

Comments : _____

14. During the last week, in your household, from whom did you **borrow “ country food ”**, for instance in the form of a piece of an animal from a friend ? **(circle)**

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13

Comments : _____

15. During the last week, in your household, from whom did you **buy “country food”**, for instance in the form of a piece of an animal from a friend or a store, a meal from restaurant ? (*circle*)

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13

Comments : _____

Now, I have some questions about “imported food”, which means food produced in the rest of the world (not in the region), and transported into the region by ship or otherwise, such as _____.

The interviewer must give three relevant examples in the regional context, always the same in a given region. In the Canadian North, for instance, this could include beef, cookies, soft drinks.

Once again, I remind you that all the followings are related to events that happened within the last seven (7) days. Are you ready ?

16. During the last week, in your household, to whom did you **give “imported food” for free**, for instance, as meals for kids or visitors, or gift for relatives ? (*circle*)

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13

Comments : _____

17. During the last week, in your household, to whom did you **lend “imported food”**, for instance, in the form of grocery from the store ? (*circle*)

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13

Comments : _____

18. During the last week, in your household, to whom did you **sell “imported food”**, for instance in the form of meals to visitors ? (*circle*)

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13

Comments : _____

19. During the last week, in your household, from whom did you **receive “imported food” for free**, for instance in the form of gift from relatives, or help from government ? (*circle*)

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13

Comments : _____

20. During the last week, in your household, from whom did you **borrow “imported food” from**, for instance in the form of grocery from the store ? (*circle*)

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13

Comments : _____

21. During the last week, in your household, from whom did you **buy “imported food” from**, for instance in the form of grocery from the store, or meals from restaurant ? (*circle*)

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13

Comments : _____

Finally, I have a series of questions about uses of money for food supply purposes and about use of equipment such as _____ . **The interviewer must give three relevant examples in the regional context, always the same in a given region. In the Canadian North for instance, this could include snowmobile, ammunitions, fishing nets.**

22. During the last week, in your household, to whom did you **give money for “country food” production**, for instance to pay for gasoline ? *(circle)*
1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13
Comments : _____
23. During the last week, in your household, to whom did you **give other items than money for “country food” production**, for instance, ammunitions ? *(circle)*
1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13
Comments ; _____
24. During the last week, in your household, to whom did you **lend money for “country food” production**, for instance to pay for gasoline ? *(circle)*
1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13
Comments : _____
25. During the last week, in your household, to whom did you **lend other items (than money) for “country food” production**, for instance, ammunitions, canoe, fishing nets ? *(circle)*
1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13
Comments : _____
26. During the last week, in your household, to whom did you **give money to buy “imported food”**, for instance to pay for grocery or restaurant ? *(circle)*
1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13
Comments : _____
27. During the last week, in your household, to whom did you **lend money to buy “imported food”**, for instance to pay for grocery ? *(circle)*
1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13
Comments : _____
28. During the last week, in your household, from whom did you **receive money for “country food” production**, for instance, gift from a relative, benefit from a government program ? *(circle)*
1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13
Comments : _____
29. During the last week, in your household, from whom did you **receive other items (than money) for “country food” production**, for instance, gift from a relative, benefit from a government program ? *(circle)*
1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13
Comments : _____
30. During the last week, in your household, from whom did you **borrow money to buy “imported food”**, for instance, to pay for grocery ? *(circle)*
1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13
Comments : _____
31. During the last week, in your household, from whom did you **borrow other items (than money) to buy “imported food”**, for instance, a vehicle to go shopping ? *(circle)*
1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13
Comments ; _____

This was my last question. I hope it has not lasted too long for you ? Before I leave, do you have any question or comment about our research or the questionnaire ?

So, I want to thank you very much for your time and your cooperation.

When applicable, the interviewer gives the respondent remuneration or gift and ask the respondent to sign a receipt.

In the future, if you want to communicate with the person in charge of the research, here are the coordinates. ***The interviewer gives the one page summary of the research, which includes the coordinates of the person in charge of the survey in the region, to the respondent.***

The interviewer takes note of all observations concerning the interview, the participating household and all factors that could provide a better understanding of the results.

Non-exhaustive list of factors that can influence the composition of a household and the data that are collected within the 7-day period where the questionnaire is implemented.

1. Individual factors

- main occupation
- permanent or temporary presence in the village

2. Seasons and other factors related to time

- spread out of the members on the territory for hunting/fishing activities
- household members who stay in the village year round
- seasonal availability of species
- weather
- distribution of welfare allowances

3. Supply of imported food

- cargo schedule
- sea-lift schedule
- other means of transportation

4. Availability of food in the village

- promotion on certain marketed products (store-food)
- competition policy among the local enterprises

5. Particular circumstances

- decease
- suicide
- accident
- recent moving of the family

LIST OF POSSIBLE ANSWERS

- 1 - member of my family living in this community**
- 2 - member of my family living in another community**
- 3 - member of my family living out of the region**
- 4 - friend**
- 5 - person in the neighborhood, visitors** (*except friends*)
- 6 - association** (*not run by government ; e.g. church, popular kitchen, women association*)
- 7 - government** (*e.g. municipal freezer, social services*)
- 8 - shop in the village** (*e.g. grocery store, restaurant*)
- 9 - shop in another village of the region** (*e.g. grocery store, restaurant*)
- 10 - shop out of the region** (*e.g. grocery store, restaurant*)
- 11 - I don't know**
- 12 - I don't want to answer**
- 13 - It doesn't apply to our situation**

7. Random numbers table

Reference ;

RAND CORPORATION (THE)

1955 *A Million Random Digits with 100,000 Normal Deviates*, Glencoe, Illinois, The Free Press Publishers, 29-39.